

## Tendances conjoncturelles

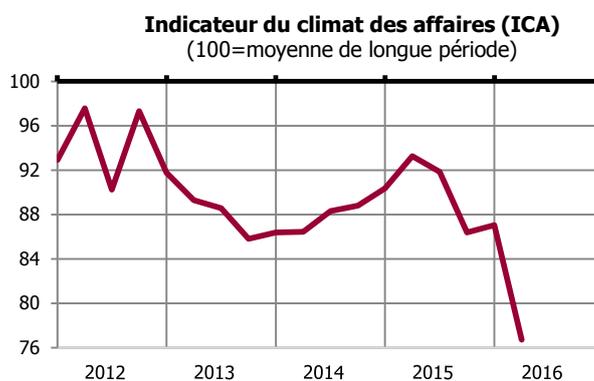
1<sup>er</sup> trimestre 2016

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

#### Un climat des affaires dégradé

L'indicateur du climat des affaires (ICA) chute au premier trimestre 2016 (-10,3 points). Il s'établit à 76,7 points, son plus bas niveau historique à près de 25 points en deçà de sa moyenne de longue période.

Cette dégradation s'explique pour moitié par l'affaiblissement de l'opinion des entrepreneurs concernant le trimestre écoulé, notamment sur leur volume d'activité et leur trésorerie. S'y ajoute la détérioration de leurs anticipations pour le deuxième trimestre 2016 : les chefs d'entreprise font état de prévisions d'investissement en baisse, d'une nouvelle dégradation de leur volume d'activité et d'une réduction de leurs effectifs.



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Ce ressenti se traduit de manière plus visible dans l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques, pour la plupart en repli au premier trimestre 2016. Ainsi, la consommation des ménages et l'investissement reculent, bien que le segment de la construction privée reste bien orienté. Le marché de l'emploi ne montre pas de signes d'amélioration. Le déficit commercial reste stable, la contraction des importations s'accompagnant d'une diminution de même montant des exportations.

En termes sectoriels, les entrepreneurs du nickel font état de recettes d'exportation en baisse malgré la progression de l'activité, dans un contexte de cours mondiaux toujours mal orientés. La production du secteur primaire est en baisse du fait des aléas climatiques. Malgré la bonne tenue de la construction privée, les professionnels du BTP sont nombreux à témoigner d'un fléchissement de leur activité. Les professionnels du tourisme envoient, eux, des signaux positifs et attestent d'une progression de leur activité, dans un contexte de hausse de la fréquentation.

#### CONJONCTURE RÉGIONALE : DES POLITIQUES MONÉTAIRES PLUS ACCOMMODANTES

Au premier trimestre 2016, la **Chine** affiche un taux de croissance de 1,1 %, après 1,5 % au quatrième trimestre 2015. Sur un an, le PIB progresse de 6,7 %, une évolution légèrement inférieure au niveau de 2015 (+6,9 %), conforme à la cible gouvernementale de 6,5 à 7,0 % pour 2016. Les exportations se replient de 9,6 % sur un an au premier trimestre tandis que les importations se sont contractées de 13,5 %. Alors que les flux sortants de capitaux continuent d'augmenter, la Banque centrale chinoise (PBoC) a annoncé un abaissement de 50 points de base de son taux de réserves obligatoires à partir du 1<sup>er</sup> mars afin de stimuler l'injection de crédits dans l'économie.

Après un recul de 0,4 % au quatrième trimestre 2015, l'économie du **Japon** rebondit de 0,4 % au premier trimestre 2016 (+1,7 % en rythme annualisé). La consommation des ménages, qui a porté ce rebond, pourrait néanmoins être fragilisée par le projet d'augmentation de la taxe à la consommation du gouvernement nippon en cours de négociation. La Banque du Japon (BoJ) a annoncé le maintien de sa politique monétaire « d'assouplissement quantitatif et qualitatif avec un taux d'intérêt négatif », tout en déclarant accorder une attention particulière à ses effets sur l'économie réelle.

En **Australie**, la conjoncture ressort mieux orientée que prévu, malgré l'impact négatif du recul des prix des matières premières sur le secteur minier. En 2015, la croissance s'est établie à 3,0 % après +2,7 % l'année précédente. La progression de la consommation des ménages et de l'investissement public a compensé la contraction de l'investissement privé. Les prix progressent, eux, moins rapidement qu'attendu (+1,3 % sur un an à fin mars 2016). Dans ce contexte, la Banque centrale australienne (RBA) a annoncé le 3 mai 2016 l'abaissement de son taux directeur à 1,75 % (-0,25 point).

En **Nouvelle-Zélande**, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé le 10 mars 2016 la cinquième baisse en un an de son taux directeur (-0,25 point), à 2,25 %, un nouveau plus bas historique. Cette décision s'inscrit dans un contexte de faible progression des prix (+0,4 % sur un an au premier trimestre 2016, après +0,1 % au quatrième trimestre).

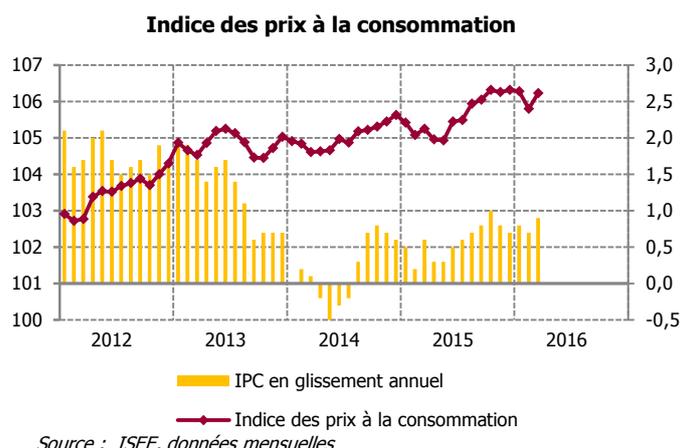
Sources : People's Bank of China, National Bureau of Statistics of China, Bank of Japan, Statistics Japan, Reserve Bank of Australia, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of New Zealand, Statistics New Zealand, FMI, OCDE.

## Stabilité des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) reste globalement stable au premier trimestre 2016 (-0,1 %), la légère hausse observée en mars (+0,4 %) compensant la baisse de même ampleur intervenue en février.

Entre décembre 2015 et mars 2016, les prix des produits alimentaires progressent de 2,1 %. Dans le même temps, l'ensemble des composantes principales de l'IPC recule : -0,9 % pour les prix des services, -0,3 % pour ceux des produits manufacturés et -1,3 % pour le prix de l'énergie.

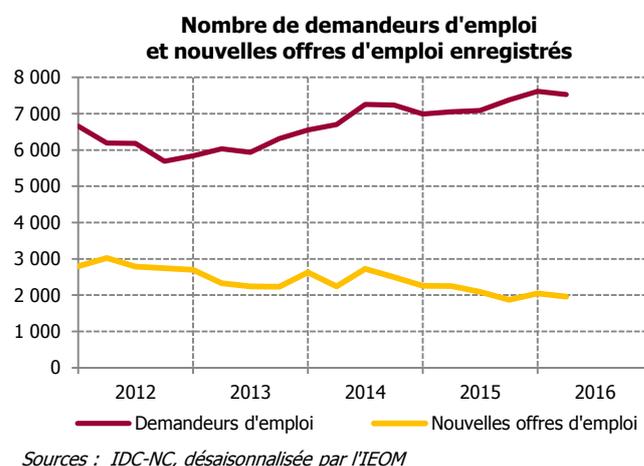
En glissement annuel, la progression de l'IPC reste contenue à +0,9 %. Elle découle en premier lieu de la hausse légale des prix du tabac intervenue fin 2015, et dans une moindre mesure de celles des prix des produits manufacturés (+0,6 %), de l'alimentaire (+0,7 %) et des services (+0,6 %). Ces évolutions compensent la diminution des prix de l'énergie (-2,4 %), qui continuent de s'inscrire dans une tendance baissière.



## Forte hausse du chômage indemnisé

Au premier trimestre 2016, le marché de l'emploi ne montre pas des signes notables d'amélioration. Le nombre de demandeurs d'emploi recule certes de 1,2 % (CVS), après avoir progressé de 3,1 % au trimestre précédent, mais, dans le même temps, le nombre de chômeurs indemnisés progresse fortement (+11,3, CVS). Il s'établit ainsi à son niveau le plus élevé de ces quinze dernières années, et concerne environ un tiers des demandeurs d'emploi.

L'emploi salarié se tasse encore légèrement (-0,1 % CVS sur le trimestre, après -0,2 % CVS au cours du trimestre précédent). En glissement annuel, le nombre d'emplois salariés diminue de 0,2 % (CVS). Les nouvelles offres d'emploi déposées auprès des services de placement, qui ne retracent qu'une partie de l'offre, reculent de 4,1 % (CVS), après un rebond de 9,2 % au trimestre précédent. Par rapport au premier trimestre 2015, le nombre de nouvelles offres baisse de 12,6 % (CVS).



## Repli de la consommation

Les commerçants interrogés par l'IEOM sont particulièrement pessimistes, et leur opinion relative au niveau d'activité s'écroule au premier trimestre, après avoir légèrement rebondi au cours du trimestre précédent. Le solde d'opinion associé s'établit ainsi à son plus bas niveau historique, plus de 60 points en deçà de sa moyenne de longue période.

Les principaux indicateurs de la consommation des ménages connaissent une orientation conforme à cette opinion générale. Ainsi, au premier trimestre, les importations d'articles d'habillement et chaussures se contractent (-7,3 %, CVS). Les immatriculations de voitures particulières neuves continuent à se replier, perdant encore 6,0 % (CVS) au premier trimestre 2016, après -6,3 % au trimestre précédent ; sur un an, elles diminuent de 10,7 %. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac augmentent modérément de 1,9 % (CVS). Seules les importations des biens d'équipement du foyer progressent de manière significative (+7,0 %, CVS), retrouvant ainsi leur niveau du troisième trimestre 2015.



Dans ce contexte, la demande en matière de financement bancaire de la consommation reste faible : la production de crédits à la consommation des ménages perd 5,2 % sur le trimestre (-6,0 % sur un an). Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages se dégradent, même s'ils s'établissent toujours à des niveaux modérés : sur un an, les décisions de retrait de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèque augmentent respectivement de 3,4 % et de 2,3 % ; parallèlement, le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmente de 2,4 %.

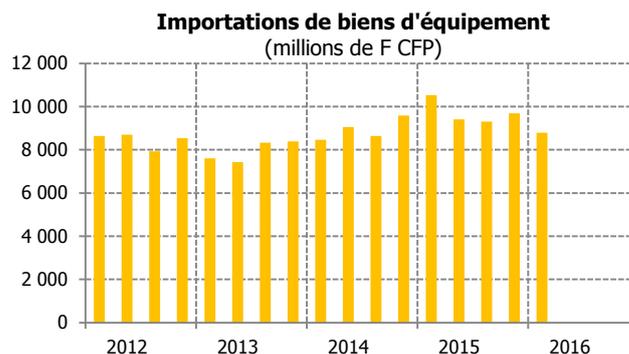
Les professionnels du commerce restent pessimistes concernant leur activité pour le trimestre à venir.

## Mauvaise orientation de l'investissement

L'investissement est lui aussi globalement mal orienté. Les importations de biens d'équipement professionnel reculent de 9,2 % (CVS) au premier trimestre 2016, et de 16,5 % en glissement annuel. Les immatriculations de véhicules utilitaires chutent quant à elles de 33,5 % (-34,4 % sur un an, CVS), et s'établissent ainsi à leur niveau le plus bas depuis treize ans.

Dans ce contexte, l'encours bancaire des crédits à l'investissement des entreprises se tasse progressivement (-0,5 % au premier trimestre 2016, +0,3 % sur un an). Le financement du segment de la construction demeure toutefois bien orienté : l'encours des crédits à la construction des entreprises et de ménages est en hausse respectivement de 2,1 % et 1,5 % sur le trimestre.

Globalement, les intentions d'investir à un an des chefs d'entreprise se détériorent, et s'établissent à leur niveau le plus bas jamais atteint (-39,5 points). Elles traduisent le jugement particulièrement pessimiste des dirigeants d'entreprise interrogés, visible à des degrés divers dans tous les secteurs d'activité, hormis le secteur primaire.



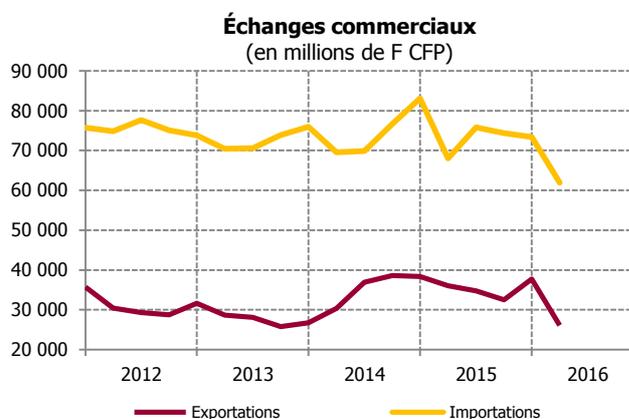
Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

## Contraction des échanges commerciaux avec l'extérieur

Les importations se contractent de 15,6 % au premier trimestre 2016 (après -1,4 % au trimestre précédent). Ce nouveau recul est principalement porté par la baisse des importations de matériel de transport (-33,6 %), conséquence de la baisse durable des immatriculations de véhicules, et par celles des machines et matériels électriques (-19,0 %).

Parallèlement, les exportations chutent de 30,8 %. Au recul des expéditions de minerai de nickel (-50,7 %), habituel au premier trimestre, s'ajoute celui des produits métallurgiques (-25,1 %, cobalt inclus). Les exportations retombent ainsi à leur niveau de fin 2013.

Dans ce contexte, le taux de couverture perd 9,3 points, à 42,1 %. Le déficit de la balance commerciale en revanche évolue peu (+0,5 %), les baisses respectives des exportations et des importations portant sur des montants comparables. Il s'établit à 35,8 milliards de F CFP, en progression de 0,2 milliard de F CFP.

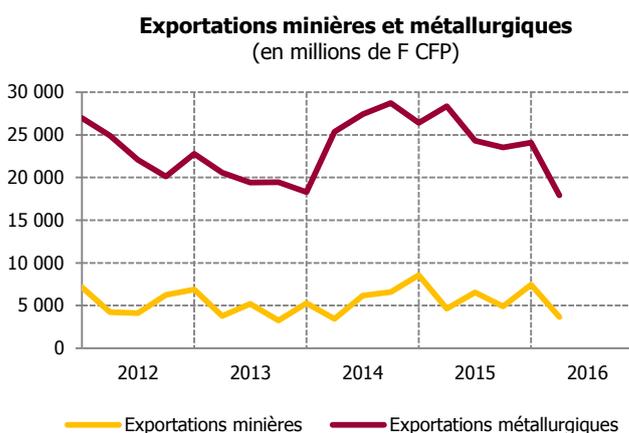


Source : Service des Douanes, ISEE

## SEUL LE SECTEUR DU TOURISME RÉSISTE

Le marché mondial du **nickel** reste très excédentaire début 2016. Après une légère baisse fin 2015, les stocks mondiaux enregistrés au LME ont en effet été réévalués à la hausse ce trimestre (+3,0 %). Parallèlement, la valorisation du nickel au marché des métaux de Londres continue de se dégrader. Le nickel a perdu 9,9 % de sa valeur en trois mois (-40,7 % en un an) et s'établit en moyenne à 3,85 \$/lb, son plus bas niveau depuis 2003.

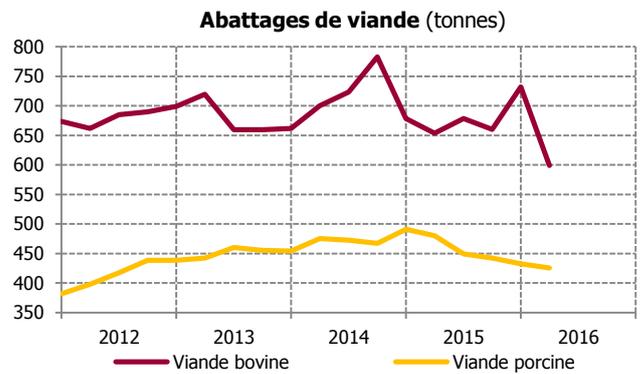
Dans ce contexte défavorable, les professionnels de la mine et de la métallurgie de Nouvelle-Calédonie témoignent d'une détérioration de leur trésorerie et de leurs prévisions d'investissement. La production minière s'est contractée de 2,7 % sur un an, la progression de 7,2 % de l'extraction de saprolites n'ayant pas permis de compenser la baisse sensible des latérites (-15,7 %). Stimulées par les autorisations supplémentaires d'exporter accordées par le gouvernement, les expéditions vers l'étranger ont quant à elles progressé (+27,8 % sur un an en volume), tout en perdant 21,2 % de leur valeur à la vente.



Source : DIMENC

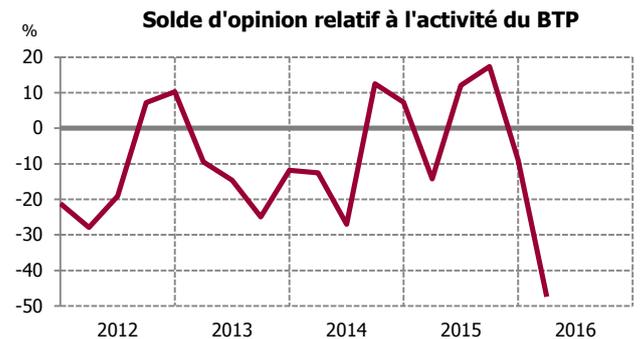
La production métallurgique de nickel continue de progresser début 2016 (+0,6 % sur trois mois, +15,0 % sur un an). Cette évolution est toujours portée par la montée en charge de l'usine du Sud (+24,5 % en glissement annuel pour les produits chimiques contenant du nickel, et +191,6 % pour ceux, émergents, contenant du cobalt), même si sa progression connaît un léger repli sur trois mois (-4,9 %). La production de ferronickels progresse également (+19,0 % sur un an), mais celle de mattes continue de décliner (-24,8 %), dans la perspective annoncée de la fermeture de la chaîne de production dédiée. L'ensemble des produits du nickel connaît une baisse sensible à l'export (-6,6 % en volume, -36,8 % en valeur).

Le bilan du premier trimestre est dégradé dans le **secteur primaire**. La production de viande locale accuse une baisse sensible (-1,5 % CVS pour la viande porcine ; -18,1 % pour la viande bovine, au plus bas depuis fin 2009), du fait notamment de la fragilisation des cheptels suite à la sécheresse. Les pluies de début d'année ont par ailleurs incité certains éleveurs à conserver une partie de leur bétail afin qu'il reprenne du poids avant abattage. La filière porcine témoigne également d'une baisse de la croissance des porcs du fait des fortes chaleurs observées. Concernant la pêche, les volumes débarqués par les palangriers diminuent (-1,4 %, CVS), limitant ainsi les volumes à l'export (-11,8 %, CVS). Les exportations de crevettes ont, elles, progressé (+29,1 %, CVS), correspondant à un rattrapage des livraisons vers le Japon. En contexte de faiblesse des volumes produits, la filière se concentre sur la sauvegarde de ses marchés à l'export.



Sources : OCEF, désaisonnalisée par l'IEOM

Les professionnels du **bâtiment et des travaux publics** sont nombreux à signaler une baisse de leur activité et de leurs effectifs ainsi qu'une dégradation de leur trésorerie, dans un contexte de concurrence accrue sur le niveau des prix. Ils témoignent de la faiblesse du niveau des appels d'offres, notamment en matière de travaux publics. La construction privée reste néanmoins dynamique, avec une production de crédits à l'habitat pour les ménages (plus de 85 % des crédits à l'habitat) en hausse de 57,8 % sur un an. Pour le trimestre à venir, les professionnels du secteur se disent toujours pessimistes, notamment sur leur volume d'activité, leur niveau de charges et les délais de paiement. Ils anticipent de nouvelles baisses d'effectifs et le report de certains investissements.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Les chefs d'entreprise du secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** font pour leur part état d'un niveau d'activité en progression début 2016. Les données disponibles sur les deux premiers mois de l'année permettent effectivement d'anticiper une progression de la fréquentation touristique au premier trimestre, essentiellement portée par les marchés australien et japonais. La fréquentation des croisiéristes est, elle, en légère baisse sur trois mois (-4,7 %, CVS) faisant suite au niveau record du quatrième trimestre 2015.

## ÉCONOMIE MONDIALE : DES SIGNES DE STABILISATION

Selon la Banque centrale européenne (BCE), les récents indicateurs tirés d'enquêtes font état d'une stabilisation de l'activité économique mondiale au premier trimestre 2016. Les tensions observées en début d'année semblent s'estomper en raison d'un recul de la volatilité sur les marchés financiers et d'un redressement du prix des matières premières.

Aux États unis, la phase de morosité qui caractérise l'activité s'est poursuivie au premier trimestre 2016, bien que les fondamentaux restent sains, notamment sur le marché du travail. La croissance devrait rester modérée en 2016 (+2,4 %), en raison du renforcement des bilans, du retrait du frein budgétaire et d'une amélioration du marché immobilier, facteurs qui viennent balancer le fléchissement des exportations nettes dû à l'affermissement du dollar et au ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, la nouvelle baisse de l'investissement du secteur manufacturier et le durcissement des conditions financières pour certains secteurs de l'économie.

Dans la zone euro, la reprise économique se poursuit, toujours modestement. Selon les données Eurostat, le PIB a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent et de 1,5 % en glissement annuel. Pour le FMI, les effets favorables du faible prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables devraient plus que compenser l'affaiblissement de la demande extérieure.

Selon les premières estimations publiées par l'INSEE le 29 avril 2016, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,5 % au premier trimestre 2016 (après +0,3 % au trimestre précédent). Le rebond de la consommation des ménages (+1,2 % après -0,1 %) et l'investissement dynamique contribuent positivement à l'évolution du PIB.

D'après les projections du FMI d'avril 2016, la croissance de l'économie mondiale devrait demeurer modeste en 2016 (+3,2 % après +3,1 % en 2015). Les pays émergents sont encore les principaux contributeurs à la croissance mondiale prévue pour 2016 (+4,1 %), même si les perspectives restent inégales d'un pays à l'autre et généralement moins bonnes qu'au cours des vingt dernières années. Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre un niveau proche de celui de 2015 (+1,9 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE : données arrêtées au 25 mai 2016

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr), dans la page Publications.

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Claude PÉRIOU (p.i.) – Éditeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer : juin 2016 – Dépôt légal : juin 2016 – ISSN 1968-6277